

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في
الصحافة الوطنية

12/02/2014

Maroc-droitsHomme Maroc:Des procès politiques inéquitables,une justice instrumentalisée (Militante)

PARIS, 12 fèv 2014 (SPS) – La militante des droits de l'homme Khadija Ryadi a relevé mardi soir à Paris un "retour remarquable" aux procès politique "inéquitables" au Maroc où la justice demeure, selon elle, "instrumentalisée".

Après les acquis arrachés dans les années 1990, nous constatons de plus en plus un retour aux procès politiques au Maroc où le régime instrumentalise la justice, tantôt en prétextant une lutte contre le terrorisme et tantôt en maquillant des procès politiques en procès de Droit commun", a-t-elle indiqué lors d'une rencontre-débat, organisée par la section d'Ile-de France de l'Association marocaine des droits humains (AMDH)

Pour la Coordinatrice du Collectif Marocain des Instances des Droits Humains (CMIDH, composé de 22 organisations de défense des droits humains), les attentats de Casablanca en 2003 avaient servi de "prétexte pour revenir à des pratiques répressives" au Maroc au nom de la lutte anti-terroriste. "Il y a eu des violations des droits de l'homme, des milliers d'arrestations arbitraires, de centaines de procès politiques ", a-t-elle rappelé, soulignant que "même si le chef de l'Etat (roi) lui-même avait reconnu qu'il y a eu, lors de cette campagne, des dépassements, aucun procès n'a été revu et aucun détenu n'a eu le droit à un nouveau jugement ".

Aux yeux de la lauréate du Prix des Nations Unies 2013 pour la cause des droits humains, ce ne sont pas seulement les islamistes qui ont été la "cible de cette répression", mais cela s'est "généralisé par la suite, en atteignant d'autres catégories sociales et professionnelles, dont les journalistes, les défenseurs des droits humains et autres étudiants activistes".

"

C'est une répression qui a commencé à faire tâche d'huile au Maroc notamment après le Mouvement de février 2011, touchant même les activistes sahraouis ,depuis les évènements d'El Ayoun en arrivant au groupe dit de Gdeim Izik", a-t-elle affirmé.

L'ex présidente de l'Association marocaine des droits humains a fustigé les pouvoirs publics qui, selon elle, "se refusent, à ce jour, de reconnaître que des personnes innocentes se sont fait emprisonner pour leurs opinions politiques".

"

Récemment, le Conseil national des droits de l'homme soutenait qu'il n'y avait pas de prisonnier politique au Maroc, et que les personnes dont parlent l'AMDH et les ONG sont des criminels et des malfaiteurs", s'est-elle offusquée, signalant qu'au jour d'aujourd'hui le CNDH "n'a pas encore rendu public son rapport sur des dépassements constatés lors des évènements de février 2011".

<http://spsrasd.info/fr/content/maroc-droitshomme-marocdes-proc%C3%A8s-politiques-in%C3%A9quitablesune-justice-instrumentalis%C3%A9e-milita>

Pour la militante marocaine des droits humains, ce qui caractérise actuellement la détention politique dans son pays c'est le " changement de méthode ".

Dans les années 1970 et 1980, les chefs d'inculpations étaient généralement appartenances à une organisation clandestine, atteinte à la sûreté de l'Etat ou la question du Sahara, soit des accusations à connotation politique. Aujourd'hui, même si c'est la même méthode, l'Etat se cache derrière des accusations relevant du Droit commun ", a-t-elle relevé.

Cela se manifeste, selon la militante, par "l'arrestation de jeunes en les prenant pour des criminels, des trafiquants de drogue, d'auteurs d'actes de vandalisme ou de terrorisme, ou en les accusant d'avoir agressé des fonctionnaires de l'Etat en exercice de leurs fonctions".

"Ce genre d'accusations est une façon de camoufler l'aspect politique, ce qui rend, à priori, la tâche difficile aux défenseurs des droits humains qui doivent corroborer en permanence leurs informations et convaincre les Ong internationales", a-t-elle regretté.

Lors du débat, des intervenants ont mis l'accent sur la "responsabilité" de la France officielle et le "silence assourdissant" de ses médias dès qu'il s'agit du chapitre des droits de l'homme au Maroc "

Les intérêts économiques de la France ont été toujours priorités par rapport aux droits de l'homme au Maroc (...) lorsque le mouvement du 20 février s'est déclenché, l'ambassadeur de la France au Maroc avait invité des jeunes du Mouvement pour les prévenir de la gravité de leurs activités... "a-t-elle rappelé.

Des propos partagés par un ancien réfugié politique marocain à Paris pour qui le régime de son pays "perdure depuis 380 ans". "C'est ce que des présidents français comme Chirac, Giscard et Hollande appellent la stabilité... ", a-t-il lâché.

HRW appelle le gouvernement marocain à mettre fin à l'usage de la force contre les migrants subsahariens

Rabat, 10 fév 2014 (SPS) L'ONG américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a appelé lundi le gouvernement marocain à mettre fin à "l'usage d'une force excessive" à l'encontre des migrants subsahariens et "aux retours et expulsion de force des migrants sans procédure régulière", affirmant que les forces de sécurité marocaines violaient leurs droits.

Dans un rapport de 79 pages, focalisé sur la région de l'Oriental (nord-est du Maroc), intitulé "Abus et expulsions: les mauvais traitements infligés aux migrants d'Afrique subsaharienne au Maroc" et rendu public à Rabat, HRW a souligné que le Maroc "ne devrait pas se livrer à des traitements cruels, inhumains ou dégradants envers les migrants".

"Alors que le Maroc a le droit de surveiller ses frontières et de faire appliquer les dispositions légales pour contrôler l'immigration, ce pays ne devrait pas se livrer à des traitements cruels, inhumains ou dégradants envers les migrants, en les frappant, leur volant leurs possessions et en détruisant de façon expéditive leur abris de fortune", a affirmé l'ONG

Elle a souligné que "le Maroc n'a pas le droit d'expulser les migrants sans procédure régulière".

Dans son rapport établi à fin octobre 2013, HRW a indiqué qu'elle s'est entretenue notamment avec 67 migrants subsahariens vivant dans les camps non officiels autour des villes d'Oujda et Nador qui ont décrit "ce qu'ils ont appelé des descentes de police fréquentes".

Selon l'ONG, certaines de ces personnes interrogées "ont raconté que lors de ces descentes, la police a arrêté des migrants de sexe masculin sans chef d'inculpation, a détruit les abris et les biens personnels des migrants, et a parfois volé des objets de valeur appartenant aux migrants".

Après avoir noté que "le gouvernement marocain maintient que la police ne faisait qu'appliquer la politique d'immigration nationale et a nié que la police ait perpétré des violences envers ces migrants", l'ONG a affirmé que "les déclarations des migrants, corroborées par d'autres sources, tendent à indiquer l'existence de nombreux cas d'abus commis à l'encontre d'Africains subsahariens au Maroc".

Le gouvernement marocain a annoncé, en septembre 2013, qu'il mettait en œuvre une nouvelle politique d'immigration et d'asile, basée sur un ensemble de recommandations formulées par le **Conseil national des droits de l'homme (CNDH)** contenues dans un rapport dans lequel il a souligné les atteintes aux droits humains à l'encontre des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés au Maroc, a rappelé l'ONG.

<http://spsrasd.info/fr/content/hrw-appelle-le-gouvernement-marocain-%C3%A0-mettre-fin-%C3%A0-l%E2%80%99usage-de-la-force-contre-les-migrants->

Le **CNDH** avait appelé le gouvernement à respecter la constitution du Maroc et ses engagements internationaux en matière de droits des réfugiés et des demandeurs d'asile, des migrants et des victimes de la traite des êtres humains, a encore rappelé HRW.

L'ONG américaine estime à 25.000 le nombre de Subsahariens entrés illégalement au Maroc mais il n'y a pas de "recensement exact" de ces migrants. (SPS)



حصيلة سنتين من تجربة اللجن الجهوية لحقوق الانسان

اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرباط - القنيطرة تعقد دورتها العادية الثامنة

حسن آيت بلا 15/04/2014



اشغال اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرباط - القنيطرة

حيث عرفت الدورة توقيع شراكة مع هذه الأخيرة ، بالإضافة الى العديد من الندوات والأيام الدراسية والشراكات والتكوينات واللقاءات التواصلية ودعم قدرات الجمعيات ... الدورة سطرت برنامجا طموحا أعطيت فيه الأولوية لمجال الحماية نظرا للقضايا الشائكة والكثيرة المطروحة على صعيد جهة الرباط القنيطرة.

وفضلا عن مشاركة اللجنة في المعرض الدولي للكتاب بالدار البيضاء(المزمع عقده من 13 إلى 23 فبراير 2014)، تناولت الأشغال دور المجلس الوطني في أعمال السياسة الجديدة للهجرة بالإضافة إلى البحث الوطني حولعاملات الزراعة.

يذكر أن اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرباط- القنيطرة، التي تم تعيينها بتاريخ 16 فبراير 2012، تضطلع، حسب المادة 28 من الظهير المحدث للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، بمهام تتبع ومراقبة وضعية حقوق الإنسان بجهة الرباط القنيطرة وتلقي الشكايات المتعلقة بادعاءات انتهاك حقوق الإنسان بها، كما تعمل على تنفيذ برامج المجلس ومشاركته المتعلقة بمجال النهوض بحقوق الإنسان بتعاون مع كافة الفاعلين المعنيين على صعيد الجهة. ويشمل النفوذ الترابي للجنة، التي يرأسها عبد القادر أزرع، الرباط وسلا والصخيرات وتمارة والقنيطرة والخميسات وسيدي قاسم وسيدي سليمان.

عقدت اللجنة الجهوية لحقوق الإنسان بالرباط-القنيطرة دورتها العادية الثامنة، التي تصادف مرور سنتين على تاريخ تعيينها، وذلك يوم السبت 8 فبراير 2014، بمقرها بالرباط

وتضمن جدول أعمال الدورة الوقوف عند حصيلة عمل اللجنة للفترة الفاصلة بين الدورتين السابعة والثامنة والمقاربة الجديدة لعملها خلال سنة 2014 - 2015 ، حيث تزامن انعقاد الدورة العادية مع مرور نصف الولاية في سياقها التجريبي ، وقد جاء في عرض رئيس اللجنة -عبد القادر أزرع استعراضاً للتراكم الذي حققته لجنة الرباط القنيطرة . مبرزاً التراكمات التي سمحت ببناء جسور التواصل والتعاون والتشارك وتحقيق سياسة القرب مع مجموعة من المؤسسات وهيئات المجتمع المدني ، وقد دعم هذا تموقعها داخل الحقل الحقوقي من خلال الاشتغال بشكل مكثف في مجال النهوض بحقوق الإنسان وإثراء الفكر والحوار حولها، ولعل ما حققته القافلة الحقوقية يؤكد نجاعة هذه الألية الجهوية مما رنسخ عدة أنشطة سنوية ذات بعد وطني ودولي كملتقى السينما وحقوق الإنسان بالقنيطرة وتفعيل الأرضية المواطنة من خلال التربية على حقوق الإنسان بقطاع التربية الوطنية ووزارة الشبيبة والرياضة

برافو "محمد الصبار"، لقد أحسنت فعلا إختيار من يمثلك في الصحراء (فيديو خطير)

أدلت المواطنة "سكينة دايدا" لإحدى المواقع المحلية بالصحراء، بتصريحات جد خطيرة أكدت من خلالها على أن بعض فعاليات المجتمع المدني حاولت مساومتها مقابل التنازل عن متابعتها لأحد رجال السلطة بمدينة العيون، وذلك بعدما أقدم هذا الأخير على تعنيفها و سحلها متسببا لها في الإجهاض، وقد سبق لهبة بريس أن نقلت صرخة هذه المواطنة بعدما إستنجدت بالملك محمد السادس من أجل إنصافها على الحيف الذي لحقها بعدما دخل الوالي السابق لجهة العيون بوجدور الساقية الحمراء خليل الدخيل على خط قضيتها، بحيث إتهمته باستعمال نفوذه من أجل الحيلولة دون أن يأخذ رجل السلطة المذكور نصيبه من العدالة.

الخطير في تصريحات السيدة "سكينة دايدا"، هو تأكيدها على تلقيها مكالمة هاتفية من احد أعضاء **المجلس الوطني لحقوق الإنسان** بالعيون السمارة، والذي عاتبها على تصريحاتها بمغربيتها خلال الشريط الذي سبق لهبة بريس أن نشرته حيث وصفت الملك محمد السادس ب "سيدنا"، وقال لها بأنها قد أطاحت بسمعة المجتمع المدني بالصحراء، وإن صح قول السيدة سكينة فإن المجلس الوطني لحقوق الإنسان مجبر على إعطاء تفسيرات للرأي العام الوطني بخصوص معايير الوطنية التي يختارون بها من يمثلهم في الصحراء حتى يتأكد المغاربة ما إن كانت هذه المؤسسة التي أصبحت توصياتها فوق دستور المملكة تؤمن فعلا بخريطة المغرب من طنجة إلى لكويرة أم أنها تتلون متى غيرت الأفعى جلدتها.

فعندما نسمع أن أحد أعضاء مؤسسة إستطاعت أن تنتزع كوپة مهمة من التوظيفات المباشرة التي يمنحها الدستور "على حد قول بنكيران" يعاتب مواطنة من الأقاليم الصحراوية للمملكة لأنها إفتخرت بانتمائها للمغرب، تتابنا العديد من الشكوك حول ما إذا غير السيد محمد الصبار فعلا من الأفكار التي كان يتبناها إبان سنوات شبابه بخصوص النظام في المغرب، وفي الوقت الذي نرهق فيه أنفسنا و نضيع بصرنا أمام شاشات الحواسيب قصد تنوير الرأي العام حول قضيتنا الوطنية في وقت تعجز فيه الدولة حتى عن حمايتنا، يخرج علينا شخص لاشك أنه صرف الملايين من أموال الشعب باسم سنوات الجمر و الرصاص بتصريحات تنم عما يخالجه إتجاه قضية الصحراء، وكأنهم هم المخلصون ونحن الخونة، فهل بات من الضروري أن نغير خططنا التحريري حتى نصبح مرضي الدولة و مواطنون من الدرجة الأولى؟

<http://www.hibapress.com/details-16252.html>



قانون تجريم التكفير يصل لجنة العدل والتشريع بمجلس النواب

بعد أن تم وضعه الشهر المنصرم في مكتب البرلمان، أحيل أول أمس الإثنين مقترح قانون تجريم التكفير على لجنة العدل والتشريع من أجل دراسته ومناقشته قبل التصويت عليه. مقترح القانون الذي به فريق الأصالة والمعاصرة في مجلس النواب من المنتظر أن يعرف نقاشا حادا داخل اللجنة خاصة المقصود به والعقوبات المترتبة على مرتكبيه. فبمقتضاه سيتم تعديل فصل في القانون الجنائي، من أجل تجريم «التكفير»، سواء تعلق الأمر بالأشخاص أو الهيئات بجميع الوسائل، بعد إدراجه ضمن دائرة «القذف».

المقترح حسب واضعيه الهدف منه هو تدارك الفراغ التشريعي والتنظيمي الحاصل في هذا المجال، ويقضي بتتيمم وتغيير مجموعة القانون الجنائي في الباب الأول المكرر من الجزء الأول من الكتاب الثالث من الظهير الشريف رقم 1.59.413 صادر في 28 جمادى الثانية 1382 (26 نونبر 1962) بالمصادقة على مجموعة القانون الجنائي» وتحديدًا في الفصل 442 من القانون الجنائي، والذي يعرف مفهوم القذف ويعدد حالاته، بإضافة حالة «تكفير الأشخاص والهيئات بجميع الوسائل».

وتضيف مسودة المقترح أن الدفع به يأتي في سياق ما أصبح المجتمع المغربي يشهده في الآونة الأخيرة، من «بروز ظواهر دخيلة وخطيرة على أمنه، من قبيل ظاهرة القتال بالخارج التي تدعو إليها عصابات إرهابية تحت غطاء الدين والعروبة، وبروز أصوات التشدد والتطرف، لا تؤمن بالديمقراطية والتعددية والحدثة، وتقوم بتكفير كل من يحمل رأيا مخالفا لقناعاتها.

كما يأتي المقترح بعد عودة دعوات التكفير إلى الواجهة من جديد. ولم يعد الأمر فقط يقتصر على دعوة المدعو أبو النعيم المحسوب على التيار السلفي التي أصدرها في شريط مرئي ضد إدريس لشكر، لكن جماعة أخرى تدعي أنها تحمل تسمية «التوحيد والجهاد بالمغرب الأقصى» خرجت من جحرها لتساند في موقف تصعيدي بدورها تكفير الكاتب الأول للاتحاد الاشتراكي وعدد من قياديين الحزب والمتقنين المغاربة من بينهم الراحل عابد الجابري وعبد الله العروي وكل اليساريين واليساريات.

لم تكف الجماعة التي يجهل حقيقة انتمائها بتكفير الكاتب الأول للاتحاد الاشتراكي سيرا على نفس نهج أبو النعيم الذي سبق أن كفر الديمقراطية والانتخابات والبرلمان، بل استباحته دمه حتى «يكون عبرة لغيره» كما ورد في رسالة لها وجهتها لمختلف المنابر الإعلامية.

الجماعة المذكورة سبق وأن هددت بالقيام بعمليات إرهابية، وتعرف نفسها بأنها تدعو إلى ما تسميه «الجهاد في سبيل الله لإقامة شرع الله، وإقامة العدل والإنصاف في عباده». بل هاجمت حكومة بنكيران، لأنها، حسب قولها «لا تحكم بشرح الله وكل تشريع من دون الله كفر بالله ورسوله (ص)»، ووصفتها بأنها «حكومة الشرك».



20e SIEL

«Mes droits, mon avenir», un stand du CNDH et l'ICPC dédié à la défense et la promotion des droits des enfants

Le Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) et l'Instance centrale de prévention de la corruption (ICPC) organisent un stand commun sous le thème «Mes droits, mon avenir», consacré à la défense et à la promotion des droits des enfants, dans le cadre de la 20ème édition du Salon international de l'édition et du livre (SIEL), prévu du 13 au 23 courant à Casablanca.



Conscients du rôle central de la culture dans la défense et la promotion des droits de l'Homme, les deux institutions constitutionnelles, qui participent au SIEL pour la troisième année consécutive, ont décidé de placer les droits des enfants au centre de leur participation à cette 20ème édition, dans le sillage de leur consécration par la Constitution de juillet 2011 et la Convention des droits de l'enfant (CDE), adoptée par la communauté internationale il y a 25 ans et ratifiée par le Maroc en 1993, indique lundi un communiqué du CNDH.

Ce stand commun, qui prévoit une programmation riche et diversifiée, a été conçu avec le concours de plus de 70 partenaires, dont toutes les maisons d'édition marocaines spécialisées, des dizaines d'associations

de défense des droits des enfants, des organismes nationaux, notamment la Fondation Mohammed VI pour l'environnement, l'Institut Royal de la Culture Amazighe (IRCAM) et Institut des beaux-arts de Tétouan et des instances internationales (Unicef, Conseil de l'Europe,), ainsi que les Académies régionales de l'éducation et de la formation, les clubs de la citoyenneté, les troupes artistiques et plusieurs professionnels des arts vivants, se félicite-t-on de même source.

Le stand, conçu suite à un concours ouvert aux jeunes architectes, se veut un espace ludique et de libre expression pour les enfants et les acteurs sociaux opérant dans le domaine de défense des droits de l'enfant, souligne le communiqué, ajoutant qu'une librairie présentant

des centaines d'ouvrages traitant d'aspects relatifs à l'enfant, ainsi que des bornes interactives permettant l'accès à de nombreux supports multimédia sont également prévues. Cette programmation, dont les enfants sont les principaux acteurs, s'articule autour de plusieurs «fils rouges». En effet, chaque jour, les enfants auront rendez-vous avec une personnalité marocaine ou étrangère pour débattre de leurs différents droits, en l'occurrence Bassima Hakkaoui, El Hossein El Ouardi, Ahmed Boukouss, André Azoulay, Abdeslam Abouddrar, Anis Birou et Mohamed Cheikh Biadillah, poursuit le texte. Des ateliers d'arts plastiques et vivants, des séances de lecture de contes et de nouvelles, et des représentations théâtrales figurent également au programme de cette

édition du SIEL.

Des moments forts marqueront la participation des institutions partenaires, en particulier les hommages qui seront rendus aux pionniers ayant œuvré, chacun dans sa discipline, en faveur des droits des enfants : Amina Balafrej, Rajae Sbihi Zaghoul, Feu Abderrahim Harouchi, Mohamed Kartiti, Mhamed El Medkouri, Yacine Chokri, les frères El Messnaoui, Touria Bouabid, Ammi Driss, Aziz Fadili, Mohamed Beyoud, Sanaa Kadmiri, Fatima Ougadoum, Abdelouahed Jamali Idrissi, Amina Afroukhi, Aziza Elboustani, Nabila Bouabid et Rachid Amor, assure-t-on de même source. Neuf institutions nationales des droits de l'Homme de l'Afrique de l'ouest (Togo, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Cap-Vert, Sénégal, Guinée Bissau, Mali, Sierra Leone) membres de la CEDEAO, invités d'honneur de cette 20ème édition, ont été conviées par le CNDH à débattre et partager les expériences en matière de protection des droits de l'enfant dans cette région, indique le communiqué. Le programme de ces activités se prolongera en dehors de l'enceinte du Salon, avec une grande Kermesse des droits proposée par l'association At-toufoula Chaabia, la parade du Théâtre Nomade et des visites aux orphelinats et aux hôpitaux des enfants, organisées par des Commissions régionales des droits de l'Homme (CRDH), dont une visite à l'hôpital des enfants Abderrahim Harouchi au CHU Ibn Rochd à Casablanca.

SUD – Pour sauver les sites rupestres

Une journée d'étude dédiée à la sauvegarde des sites rupestres des provinces du sud s'est tenue le 18 janvier dernier à Guelmim. Placée sous le thème « Sites rupestres dans les provinces du sud : inventaire, étude et évaluation », la rencontre a été organisée par le Centre des études sahariennes, **les commissions régionales des droits de l'Homme de Tan-Tan – Guelmim, de Laâyoune-Smara, et de Dakhla Aouerd**, avec la collaboration du ministère de la Culture et la Direction générale des collectivités territoriales, relevant du ministère de l'Intérieur. Sans doute alertés par les incidents récents de destruction de sites rupestres, notamment ceux avoisinant la ville de Smara par une entreprise minière, les organisateurs ont souhaité sensibiliser sur la nécessaire sauvegarde du patrimoine archéologique des provinces du Sud. Présent à l'évènement, Driss El Yazami, le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), a appelé à une plus grande prise de conscience de la part de tous les acteurs sociaux, exhortant les différents acteurs à joindre l'acte à la parole.

<http://www.zamane.ma/sud-pour-sauver-les-sites-rupestres/>

Le Maroc va former des activistes libyens des droits de l'Homme

Le Maroc va former quelque 200 activistes libyens des droits de l'Homme, a fait savoir le Libya Herald lundi 10 février.

Ce programme de 15 jours organisé par le **Conseil national des droits de l'Homme** du Maroc mettra l'accent sur le problème des cas de maltraitance et de violence.

<http://magharebia.com/fr/articles/awi/newsbriefs/general/2014/02/11/newsbrief-08>